



CANADA

## DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION  
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

OTTAWA - CANADA

### N<sup>o</sup> 67/40 L'OTAN ET LE COMMONWEALTH FACE À LA NOUVELLE EUROPE

Discours prononcé par le premier ministre du Canada,  
M. L.B. Pearson, à *Mansion House*, Londres, le 27  
novembre.

...J'ai déjà exprimé les sentiments que j'ai éprouvés à devenir citoyen honoraire de cette grande ville et à voir mon nom s'ajouter à la liste d'hommes et de femmes illustres dont vous avez mentionné quelques noms. Je considère Londres comme le coeur de la Grande-Bretagne, et j'ai toujours considéré la Grande-Bretagne elle-même comme un siège de stabilité et de bon sens, dans un monde où ces qualités sont plus nécessaires que jamais.

Je n'oublie pas non plus que la Grande-Bretagne reste le centre de notre Commonwealth. Cette association d'États libres traverse un moment difficile de son histoire. Pourtant aucun traité, aucun régime international n'offre d'exemple plus prometteur du genre de souplesse et d'adaptation qui sont nécessaires dans le monde entier pour faire face aux défis et aux exigences de l'heure, face aux changements radicaux et aux situations nouvelles que nous devons envisager.

La Grande-Bretagne et le Canada peuvent être fiers de l'évolution du nouveau Commonwealth, à partir du vieil empire et de l'ancien Commonwealth; évolution qui, comme vous le savez, nous a conduits à former une association de quelque 26 pays dans tous les coins du monde, variant beaucoup en étendue, en puissance et en richesses et présentant une grande diversité de croyances, de modes de gouvernement et de genres de vie. Le Commonwealth, malgré toutes ses frustrations mais aussi avec tout l'espoir qu'il représente, a établi un pont entre ces diverses cultures et ces différentes races à une époque où il n'en reste plus guère dans le monde. Certaines parties du pont semblent quelque peu branlantes en ce moment: cela ne veut pas dire que nous devons le démolir, mais plutôt le renforcer et du même coup en accroître la valeur pour nous-mêmes et pour le reste du monde.

Alors que le Commonwealth est à l'heure actuelle d'une importance particulière en raison de sa diversité raciale et géographique, son coeur et son âme sont toujours ici, à Londres. Sans la clairvoyance et l'initiative de la Grande-Bretagne, le Commonwealth n'aurait pu naître de l'Empire comme il l'a fait. Sans la bonne volonté et l'appui de la Grande-Bretagne et des membres plus anciens du Commonwealth, y compris mon propre pays, le Commonwealth ne survivra pas. S'il doit s'écrouler, que ce ne soit pas à cause d'un manque de compréhension, de patience ou d'efforts de notre part.

Le rôle joué par la Grande-Bretagne dans la transformation de l'empire en Commonwealth n'est qu'une des raisons pour lesquelles, en tant que Canadien, je suis fier de notre héritage britannique, et comme je le disais ce matin, je respecte nos traditions britanniques. Je n'oublie pas combien le Canada et le monde doivent à cette mère-patrie; combien nous devons à ses institutions fondées sur le droit, la justice et la liberté qui sont à la source d'une partie si importante de notre vie et de notre force.

La Grande-Bretagne a un rôle constructif et indispensable à jouer dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Ses difficultés financières et économiques actuelles ne sauraient obscurcir la réalité de ce fait. Nous Canadiens avons observé avec sympathie et inquiétude les efforts faits par votre pays au cours des dernières années pour résoudre ses difficultés. Nous vous avons aidé quand nous avons pu le faire et quand c'était nécessaire. Nous avons, par exemple, participé aux mesures collectives de soutien de la livre lorsque ce soutien était nécessaire, tout comme la Grande-Bretagne a aidé à soutenir notre dollar en 1962 quand ce fut nécessaire. Nous avons travaillé ensemble à l'élaboration de méthodes propres à améliorer à l'avenir l'état général de la liquidité internationale, et les derniers événements ont souligné l'importance de cette tâche et ont montré combien il est essentiel qu'elle se poursuive et qu'elle réussisse. Les événements récents ont aussi dévoilé certains obstacles susceptibles d'entraver sa réussite et qu'il faudra supprimer. Nos deux pays ont également joué un rôle de premier plan dans les séries de négociations des deux dernières décennies qui ont eu pour effet de réduire les tarifs douaniers, et qui ont été couronnées par les accords de la négociation Kennedy, que nous espérons en ce moment mettre en oeuvre.

Les difficultés économiques que vous connaissez aujourd'hui ne sont pas particulières à la Grande-Bretagne. Elles sont le lot de tous les pays, à des époques et à des degrés divers. La Grande-Bretagne a beaucoup plus d'expérience que la plupart d'entre nous dans la recherche de solutions, souvent improvisées, à ces problèmes. Nous avons tous bénéficié dans le passé de votre sens pratique des affaires gouvernementales, sous leur aspect économique aussi bien que politique. Je suis convaincu que ce sens pratique, et le travail acharné qui seul le rend efficace, permettra à la Grande-Bretagne de surmonter ses difficultés actuelles.

J'espère également que nous tirerons tous une leçon de ces difficultés car leur portée dépasse vos frontières. En particulier, nous devons reconnaître, mieux que jamais, que la coopération entre les nations en matière de finances, de politique monétaire et d'économie est presque aussi importante qu'elle l'est en matière de défense et de sécurité. Son effondrement peut être presque aussi désastreux.

Chez nous, nous avons aussi des problèmes, et ce n'est pas la première fois, comme chacun le sait s'il connaît l'histoire du Canada; des problèmes économiques, financiers, mais surtout des problèmes de fédéralisme et d'unité nationale. Ce sont nos problèmes, qui doivent être réglés et qui seront réglés par nous, et non par une ingérence étrangère dans nos affaires intérieures. J'ajouterai qu'aucun pays au monde n'a d'aussi belles perspectives d'avenir que le nôtre, et aucun pays n'est plus susceptible de les réaliser.

Nous nous efforçons de trouver un fondement solide et durable d'unité politique et d'égalité des chances pour tous dans la diversité sociale, culturelle

et géographique. Ce problème n'est pas facile à résoudre, mais le Canada n'est pas le seul pays à en rechercher la solution. Elle s'inscrit dans la recherche plus vaste de conceptions nouvelles de la liberté individuelle et de l'égalité des chances, dans un monde où le progrès fantastique de l'homme dans les domaines technologique et scientifique n'a fait que mettre en relief le caractère primitif d'une si grande partie de son comportement social et politique. C'est pourquoi j'estime que l'un des principaux objectifs des membres du Commonwealth actuel est de travailler ensemble en sachant que les aspirations et les besoins fondamentaux de l'homme sont universels, quels que soient sa langue, la couleur de sa peau, sa race ou son pays. Et comme je viens de le dire, cet objectif dépasse notre pays, dépasse notre Commonwealth. Il s'étend à toute la famille humaine et devrait être pleinement reconnu dans les relations internationales de notre petite planète surpeuplée. Mais il y a peu d'indications que notre monde contemporain soit généralement prêt à l'accepter dans un avenir rapproché.

Nous avons pressenti ce qui pouvait se faire à San Francisco en 1945, mais ce sentiment disparut bien vite. La guerre froide mit fin à l'espoir que les Nations Unies assureraient bientôt la liberté, la fraternité et la sécurité de tous les hommes. Vous vous souvenez que, comme pis-aller, nous avons formé une coalition régionale de part et d'autre de l'Atlantique - une coalition permettant aux pays membres de collaborer à une politique concertée et à la défense collective. Ce fut un autre rêve d'après-guerre que ce traité de l'Atlantique, - l'édification d'une communauté atlantique d'États interdépendants acceptant de mettre leur souveraineté au service de leur sécurité et de leur progrès.

Nous nous demandons pourquoi l'OTAN n'a pas réalisé plus pleinement ces espoirs et ces aspirations. Je pourrais en citer une ou deux raisons, parmi tant d'autres. L'OTAN a fait porter ses efforts exclusivement sur la défense militaire collective, qui est certes un objectif d'importance vitale. Elle a été incapable de prendre des mesures efficaces en vue d'une action politique collective. Les décisions nationales étaient rarement subordonnées aux décisions collectives, ou les politiques nationales à la politique collective. Les États-Unis, dont la puissance dominait l'alliance, déterminaient dans une large mesure la stratégie et la politique sur lesquelles s'appuyait la défense collective. Les autres membres, soit dit en passant, ne se seraient probablement pas comportés autrement s'ils avaient eu la même superpuissance.

Le moment arriva où la France rejeta tout l'idéal de la sécurité collective, revenant à la vieille doctrine, que je considère comme périmée, de la défense nationale par l'action nationale, coordonnée si vous voulez à une alliance militaire qui laisse intacte la souveraineté nationale. Il y a des gouvernements qui pensent encore que non seulement le nationalisme est sacré, et il l'est, mais qu'il suffit, ce qui est faux, et que les problèmes nationaux peuvent être réglés dans un contexte purement national. Les leçons de l'histoire sont déprimantes car habituellement elles sont apprises trop tard, même par ceux qui ont le plus souffert de n'avoir pas appris.

Il y a d'autres raisons pour lesquelles l'OTAN a été incapable de réaliser pleinement son potentiel collectif. Une d'elles, qui est paradoxale, c'est que l'OTAN a réussi à réduire la crainte d'une attaque contre l'Europe occidentale. Cette diminution de la tension et de la crainte n'est pas seulement

un hommage à l'OTAN, elle constitue un danger pour celle-ci. Après tout, c'est la crainte qui a engendré le Traité de l'Atlantique Nord. Maintenant que les membres européens sont plus forts et plus confiants, que les membres de l'Europe orientale du Pacte de Varsovie sont plus indépendants, que la suprématie soviétique sur le monde communiste est menacée par l'hostilité implacable de Pékin, la sécurité collective, toujours aussi essentielle, a perdu quelque peu son caractère urgent. La crainte d'une attaque ayant diminué, il nous semble que nous pouvons nous détendre en toute sécurité.

La situation de l'Europe, et même du monde entier, a atteint une certaine fluidité. Le partage de la puissance internationale entre l'URSS, qui déterminait la politique du monde communiste, et les États-Unis, qui dominaient celle des démocraties, a été modifié du côté communiste par Pékin et du côté atlantique par Paris, qui espérait créer en Europe une troisième puissance indépendante et forte dont elle prendrait la tête.

Bref, les réalités politiques et militaires qui ont donné naissance à l'OTAN ont changé. La menace qui pesait sur l'Europe occidentale a été, sinon remplacée, du moins contrebalancée par les tensions et les conflits qui se font sentir dans d'autres parties du monde, au moyen Orient, en Afrique, et surtout dans le sud-est de l'Asie où les tensions ont abouti à une guerre sanglante et confuse au Vietnam. Les pays de l'Atlantique n'ont fait preuve d'aucune solidarité dans leur politique à l'égard de ces différentes régions et, dans cette mesure, l'OTAN a cessé de répondre aux besoins vitaux de certains de ses membres.

Bref, l'OTAN ayant atteint, Dieu merci, son objectif stratégique initial, n'a pas encore été capable de s'adapter suffisamment aux conditions changeantes, tant stratégiques que politiques. Mais on reconnaît le besoin de cette adaptation et on est en voie d'y pallier. Si les changements doivent être efficaces, ils doivent tenir compte du fait que l'Europe occidentale s'est relevée de sa situation précaire d'après-guerre sur les plans politique et économique pour atteindre une position de force et de confiance, et que si elle est reconnaissante aux Américains de leur soutien et de leur aide qui ont contribué dans une si large mesure à ce résultat, elle manifeste aussi le désir de jouer un rôle plus important dans la direction de l'alliance et de sa politique.

Il ne fait aucun doute que la menace de conflit entre deux membres de l'OTAN, la Grèce et la Turquie, au sujet de Chypre, qui est membre du Commonwealth, représente un danger immédiat et considérable pour l'OTAN. Il est à espérer qu'un conflit aussi absurde pourra être évité. Je pense qu'il peut l'être, à des conditions honorables et acceptables pour les trois gouvernements en cause. Nous avons plus d'espoir que cela se produise qu'il y a un jour ou deux. S'il n'était pas évité, un conflit armé entre deux membres de l'OTAN se servant d'un matériel militaire fourni par d'autres membres à d'autres fins de défense collective pourrait avoir des conséquences funestes pour l'alliance de l'OTAN.

Un autre point est à retenir. Si, pour éviter le conflit, on conclut des accords qui exigent une force plus importante des Nations Unies, - et nos deux pays sont au service de cette force à l'heure actuelle -, afin de surveiller leur application et de maintenir la sécurité sur l'île durant cette période,

ces accords devront également assurer à cette force des Nations Unies l'autorité et le soutien nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de son mandat. Nous ne devons plus permettre que la force des Nations Unies, appelée à remplir un nouveau rôle, soit privée des moyens politiques, juridiques et militaires pour s'en acquitter convenablement.

J'ai parlé de l'OTAN, d'une Europe en transformation, d'un monde en transformation. Ces changements ne constituent pas un défi seulement pour l'OTAN. Ils sont également, à mon sens, un défi à l'édification d'une Europe unie qui comprendrait la Grande-Bretagne; une Europe ayant un rôle propre en matière de politique, d'économie et de défense, mais qui resterait étroitement liée aux États-Unis et au Canada dans une association Europe-Amérique du Nord.

L'idée d'une Europe unie et forte est certainement excellente, mais seulement si celle-ci peut être réalisée sans l'isoler de l'Amérique du Nord. C'est pourquoi, à mon avis, la Grande-Bretagne devrait être une partie centrale et intégrante de la nouvelle Europe, politiquement et économiquement. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'affaiblir pour autant les liens qui l'unissent à l'Amérique ou au reste du Commonwealth; au contraire, je crois que cette solution aurait plutôt pour effet d'empêcher que l'Europe ne devienne une troisième force isolée. En d'autres termes, je verrais la Grande-Bretagne jouer le rôle d'intermédiaire entre l'Europe et l'Amérique, comme l'a fait si souvent le Canada dans les relations entre votre pays et les États-Unis. Peut-être pouvons-nous vous donner des conseils à cet égard! Fort de cette conviction, je pense naturellement qu'il est injuste et malavisé de la part de n'importe quel pays d'Europe de s'opposer ou de dresser des obstacles inutiles à la participation de la Grande-Bretagne, sur un pied égal et, j'en suis sûr, constructif, à l'évolution d'une Europe unie....

---

S/C